



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

FAIRE BATTRE EN RETRAITE BORNE, MACRON ET LE MEDEF !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 12 JANVIER 2023

Ce mardi, Borne a donc mis les dernières paroles sur la ritournelle gouvernementale et patronale qu'on connaît déjà par cœur depuis des mois, concernant l'avenir de nos retraites.

L'âge légal de la retraite serait repoussé de 62 à 64 ans en 2030. Pour y parvenir, il serait augmenté d'un trimestre par an à compter de septembre prochain. De plus, une augmentation de la durée de cotisation à 43 ans (172 trimestres) - déjà prévus par la loi Touraine pour les générations nées après 1973 - arriverait dès 2027.

Devant cette nouvelle attaque, préparons la riposte du monde du travail qui s'impose pour leur faire mordre la poussière !

TANT DE QUESTIONS

POUR UNE SEULE RÉPONSE : C'EST NON !

Non, les caisses de retraites ne sont pas déficitaires. Elles étaient excédentaires de 2,6 milliards d'euros en 2021 et de 3,7 milliards d'euros en 2022. Non, rien n'assure qu'elles le seront en 2032, car nos luttes collectives pourraient faire inverser la tendance de la politique de l'Etat qui réalise tellement d'économies sur l'ensemble des salaires des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers qu'il creuse le déficit des caisses de retraites. Et non, même un déficit annoncé pour 2032 de 17 milliards ne serait pas « abyssal » car il ne représenterait que 5% d'un budget global de 330 milliards pour les caisses de retraites. En augmentant de 5% les salaires, ce serait automatiquement comblé !

POURQUOI TANT DE MENSONGES ET D'ACHARNEMENT DEPUIS DES DÉCENNIES ?

Augmenter l'âge légal du départ à la retraite, c'est accroître le « chômage des seniors », qui auront de moins en moins de droits, seront pauvres et toucheront une retraite amoindrie, si les difficultés de leur vie ne les ont pas tués avant. Augmenter le nombre d'annuités nécessaires pour une retraite à taux plein, c'est baisser la pension de ceux qui partent quand même à l'âge légal. Cela vise à diminuer les dépenses des caisses de retraite, tout en permettant aux fonds de pension privés de drainer l'épargne de ceux qui ont des salaires

suffisants pour mettre de côté. C'est une façon de diminuer la part de la classe ouvrière dans le revenu national, augmentant mécaniquement d'autant celle de la bourgeoisie. Alors quand c'est Ciotti le chef de LR qui annonce vouloir contribuer à « atténuer la brutalité de la réforme », il y a vraiment de quoi s'inquiéter !

L'INQUIÉTUDE PEUT ET DOIT CHANGER DE CAMP !

La « réforme » devait être annoncée mi-décembre, déjà bien plus tard que prévu. Mais les grèves dans les raffineries en septembre ont perturbé le calendrier gouvernemental. Puis nouveau report à ce mardi, pour une présentation du projet de loi au conseil des ministres du 23 janvier, afin que Borne puisse avoir le soutien de la droite et éviter le 49.3... peut-être !

Autant de reports sont surtout symptomatiques de la fièvre du gouvernement qui sait que non seulement son projet de loi est très impopulaire, qu'il n'est soutenu à l'heure actuelle par aucune organisation syndicale... et que le mécontentement social contre la vie chère et les salaires de misère est déjà tellement grand que tout pourrait s'embraser.

D'après un sondage IFOP daté du 4 janvier, 52% des personnes interrogées souhaite que la France connaisse dans les prochains mois une explosion sociale ! Alors oui, soufflons sur la braise partout, sur nos lieux de travail et d'études.

Discutons de la nécessité d'un mouvement d'ensemble, d'un plan de bataille pour gagner, sans qu'aucune de nos forces ne soit dispersée par les logiques boutiqueuses des directions syndicales.

Participons à toutes les initiatives de mobilisation qui auront lieu, notamment la première journée de mobilisation intersyndicale du 19 janvier et à la manifestation à Paris du 21 janvier, appelée par les organisations de jeunesse.

Regroupons-nous en assemblées générales, rejoignons celles et ceux qui sont en grève pour de meilleurs salaires ou des embauches. Salaires, retraites, conditions de travail, faut que ça pète, ça ne peut plus durer !



CONGRÈS DU NPA EN DÉCEMBRE 2022 : LES RAISONS D'UNE RUPTURE

Des divergences de fond et des problèmes internes de fonctionnement ont conduit à l'éclatement en deux du NPA, à l'occasion de son congrès de décembre dernier.

En matière d'orientation, la principale minorité du parti - avec Philippe Poutou, Olivier Besancenot et Christine Poupin - estimait que la place prise dernièrement par la France Insoumise au détriment du PS dans la gauche parlementaire justifie une démarche qu'elle qualifie « d'unitaire ».

Au delà de l'unité dans les luttes, l'heure serait à rechercher une unité de type « politique », jusqu'à d'éventuelles alliances électorales: à l'image de l'alliance Poutou-France Insoumise aux municipales de 2020 à Bordeaux, aux régionales de 2021 en Nouvelle Aquitaine ou des pourparlers pour une alliance avec la NUPES aux dernières législatives en 2022.

C'est précisément à cette orientation que s'oppose l'autre composante essentielle du NPA.

Il y a évidemment nécessité de l'unité la plus large dans les luttes dès qu'il y a accord sur l'objectif.

Mais un projet de changement radical de société au profit des classes populaires supposera des mobilisations d'ampleur exceptionnelle pour ôter le pouvoir à la classe capitaliste et à la caste politique qui les sert. Ce qui interdit - au-delà d'un dialogue - confrontation au quotidien - toute alliance électorale avec des forces qui prônent un changement issu de la voie électorale avant tout.

A ces questions d'orientation s'ajoutait des problèmes de fonctionnement.

L'ambition du NPA lors de sa création en 2009 était de rassembler dans le même parti tous les anticapitalistes et révolutionnaires. Ont donc cohabité dans le NPA des courants issus de trajectoires diverses, mais sans qu'une véritable homogénéisation s'opère avec le temps. Estimant cette cohabitation devenue invivable, la principale minorité du parti prônait la « séparation ».

Ni sur ce point, ni sur les questions politiques, elle ne disposait d'une majorité au congrès.

Mais contrôlant l'appareil technique du NPA, ses finances, ses locaux et ses organes de presse, elle a donc choisi d'organiser une scission en quittant purement et simplement le congrès.

Ce qui s'apparente à une exclusion de fait du reste du parti, dont font partie ceux et celles qui distribuent ce tract. Refusant cette exclusion, nous continuons le NPA !

LE SCANDALE DE LA BONNE SANTÉ... CAPITALISTE

Cette année encore, à l'heure des bilans et des bons vœux, l'info tombe que les entreprises du CAC 40, principaux fleurons du capitalisme français - pour ne prendre qu'elles - ont battu tous leurs records pour l'année 2022.

Les actionnaires ont récupéré 80,1 milliards d'euros, sous forme de dividendes et de rachats d'actions (selon le cabinet d'études financières Vernimmen.net).

Ce sont les niveaux les plus hauts jamais enregistrés. La performance déjà faramineuse de l'an dernier sera dépassée, de ces patrons qui gagnent plus cent fois la rémunération moyenne des salariés !

Pas étonnant que Macron nous pousse à travailler plus, y compris jusqu'à la mort sans retraite, car c'est précisément l'intensification de l'exploitation capitaliste qui grossit les magots patronaux.

Fortunes indécentes d'un côté, galère devant l'inflation à deux chiffres du paquet de spaghettis de l'autre. Ça ne peut pas durer !



Réunion publique 20h Jeudi 2 Février

Face à l'impasse du capitalisme,



Urgence Révolution !

MJC Saint-Sever Salle Europa

f NPAaggloRouen / NPAROUEEN.COMMUNIQUE@GMAIL.COM

Pour prendre contact avec le NPA
info.npa.76@gmail.com
site NPA: <https://nouveupartianticapitaliste.fr>